Deuxième Conférence régionale des Ministres de la culture

Rapport de conférence

(Hôtel Solomon Kitano Mendana, Honiara, Îles Salomon – 4 juillet 2012)

Établi par le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique

© 2012, Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS)

Le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique autorise la reproduction ou la traduction partielle de ce document à des fins scientifiques ou éducatives ou pour les besoins de la recherche, à condition qu'il soit fait mention de la CPS et de la source. L'autorisation de la reproduction et/ou de la traduction intégrale ou partielle de ce document, sous quelque forme que ce soit, à des fins commerciales/lucratives ou à titre gratuit, doit être sollicitée au préalable par écrit. Il est interdit de modifier ou de publier séparément des graphismes originaux de la CPS sans autorisation préalable.

Texte original : anglais

Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, catalogage avant publication (CIP)

Deuxième Conférence régionale des Ministres de la culture (Hôtel Solomon Kitano Mendana, Honiara, Îles Salomon – 4 juillet 2012) / établi par le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique

Cultural property — Oceania.

Cultural policy — Oceania.

Culture diffusion — Oceania

I. Title II. Secrétariat général de la Communauté du Pacifique

344.0995

ACCR2

ISBN : 978-982-00-0585-3

Sommaire

Introduction	1
Ordre du jour	2
Compte rendu analytique des débats	3
Point 1 de l'ordre du jour – Ouverture officielle.....	3
Point 2 de l'ordre du jour – Élections	3
Points 3 et 4 de l'ordre du jour – Ordre du jour et horaire de travail	3
Point 5 de l'ordre du jour – Tour d'horizon de la promotion de la culture depuis 2002.....	3
Point 5 a) de l'ordre du jour – Réussites, écueils et avenir.....	3
Point 5 b) de l'ordre du jour - Point de la situation dans quelques pays.....	6
Point 5 c) de l'ordre du jour – Point sur les activités de l'UNESCO.....	7
Point 6 de l'ordre du jour – Stratégie culturelle régionale 2010-2020'	9
Point 7 de l'ordre du jour – Présentation de la Stratégie océanienne de la culture et de l'éducation 2010-2015.....	10
Point 8 de l'ordre du jour – Questions diverses	11
Déclaration des Ministres océaniens de la culture, adoptée à leur deuxième Conférence	12
Annexe 1 - Allocution d'ouverture de M. Samuel Manetoali, Ministre de la culture et du tourisme des Îles Salomon.....	14
Annexe 2 - État de la culture à Guam.....	16
Annexe 3 - Point sur les activités de l'UNESCO	18
Annexe 4 - Stratégie culturelle régionale 2010-2020	20
Annexe 5 - Conclusions de la vingt-cinquième réunion du Conseil des arts et de la culture du Pacifique.....	22
Annexe 6 - Discours de clôture présenté par Linda Petersen, Directrice du Département développement humain de la CPS	23
Annexe 7 - Liste des participants	25

Introduction

La deuxième Conférence des Ministres de la culture se tient à l'invitation des Îles Salomon et du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS), le 4 juillet 2012, à l'hôtel Solomon Kitano Mendana, à Honiara (Îles Salomon).

Y participent des représentants des pays suivants : Australie, Fidji, Îles Marshall, Îles Salomon, Guam, Kiribati, Nauru, Niue, Norfolk, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Rapa-Nui (Île de Pâques), Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tuvalu et Vanuatu. Les pays suivants ne sont pas représentés : États fédérés de Micronésie, Îles Cook, Hawaïi, Nouvelle-Zélande, Tonga et Wallis et Futuna.

La Conférence est organisée conjointement par le Département développement humain de la CPS et les Îles Salomon.

Elle est présidée par le Ministre salomonais de la culture et du tourisme, la vice-présidence étant assurée par la représentante de Guam au Conseil des arts et de la culture du Pacifique.

Cette Conférence étant seulement la seconde du genre (la précédente remontant à 2002), elle constitue la première occasion d'informer les ministres de la culture des faits marquants survenus dans le secteur de la culture, au niveau national et régional, et de l'action menée par des partenaires du développement tels que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Les points importants inscrits à l'ordre du jour sont notamment la présentation, pour approbation par les ministres, de la Stratégie culturelle régionale 2010-2020 et de la Stratégie océanienne de la culture et de l'éducation 2010-2015, et les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ces instruments régionaux fondamentaux pour l'avancement du développement culturel dans la région.

Lors du onzième Festival des arts du Pacifique, les ministres ont fêté les 40 ans d'existence du Festival avec un documentaire vidéo retraçant son histoire et une publication sur ce thème, intitulés *The Festival of Pacific Arts : Celebrating 40 years*.

À la fin de la Conférence, les ministres adoptent une déclaration par laquelle ils confirment leur soutien sans réserve aux avancées enregistrées dans le secteur des arts et de la culture, à l'échelon régional et national, ainsi qu'au travail réalisé par la CPS et ses partenaires au service de la protection, de la préservation et de la promotion de la culture.

Ordre du jour

1. Ouverture officielle
2. Élections :
 - Présidence
 - Vice-présidence
 - Comité de rédaction
3. Horaire de travail
4. Adoption de l'ordre du jour
5. Tour d'horizon de la promotion de la culture depuis 2002
 - a) Exposé de la CPS sur les réussites, les écueils et l'avenir
 - b) Point de la situation dans quelques pays (Guam, Samoa et Îles Salomon)
 - c) Point sur les activités de l'UNESCO
6. Présentation de la Stratégie culturelle régionale 2010-2020
7. Présentation de la Stratégie océanienne de la culture et de l'éducation 2010-2015
8. Mise en œuvre de la Stratégie culturelle régionale 2010-2020 et de la Stratégie océanienne de la culture et de l'éducation 2010-2015
9. Questions diverses

Projet de déclaration
10. Clôture

Note : Deux manifestations spéciales se tiennent pendant la réunion.

1. Présentation de l'ouvrage *Handcrafts of the Solomon Islands*
2. Présentation de la publication et du documentaire vidéo intitulés *The Festival of Pacific Arts : Celebrating 40 years.*

Compte rendu analytique des débats

Point 1 de l'ordre du jour – Ouverture officielle

1. La Conférence s'ouvre par une prière prononcée par le représentant du Samoa.
2. M. Samuel Manetoali, Ministre de la culture et du tourisme, prononce l'allocation d'ouverture au nom du Premier ministre des Îles Salomon, M. Gordon Darcy Lilo. Il souhaite la bienvenue aux ministres et aux représentants des États et Territoires insulaires océaniques participants, notant que cette Conférence n'est que la deuxième du genre, la première ayant eu lieu en Nouvelle-Calédonie, en 2002. Il indique que la Conférence a pour objet d'informer les ministres de la mission et de l'action des principaux organes de développement culturel de la région, et de leur présenter des exposés sur la préservation et la promotion du patrimoine culturel et sur la participation à l'action menée en ce sens dans la région.
3. Il appelle les ministres à s'engager à favoriser la prise en compte du développement culturel dans le développement social et économique, et à ne pas négliger les valeurs culturelles dans le contexte actuel de mondialisation. Il les exhorte à soutenir la Stratégie culturelle régionale 2010-2020 et la Stratégie océanique de la culture et de l'éducation 2010-2015. Il remercie le personnel du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS) de son engagement et du gros travail effectué pour accompagner les efforts régionaux et nationaux de développement culturel, et l'engage à maintenir le soutien apporté à cette action, compte tenu notamment des recommandations formulées dans la récente Évaluation externe indépendante de la CPS.
4. Il promet le plein soutien du gouvernement salomonais à l'action menée par la CPS dans le domaine de la culture. Soulignant que le Festival des arts du Pacifique témoigne de la richesse des cultures océaniques, il félicite Guam qui en accueillera la douzième édition en 2016, et lui souhaite un plein succès dans cette entreprise. (Voir le texte intégral de l'allocation d'ouverture, qui constitue l'**annexe 1** au présent rapport, à la page 18.)

Point 2 de l'ordre du jour – Élections

5. Les participants confient la présidence au représentant des Îles Salomon, et la vice-présidence à la représentante de Guam.
6. Ils désignent un comité de rédaction composé des représentants de l'Australie, des Fidji, de Palau et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, sous la présidence de Guam.

Points 3 et 4 de l'ordre du jour – Ordre du jour et horaire de travail

7. Les participants adoptent l'horaire de travail et l'ordre du jour.

Point 5 de l'ordre du jour – Tour d'horizon de la promotion de la culture depuis 2002

8. Un court documentaire vidéo retraçant l'histoire du Festival des arts du Pacifique est présenté par le Centre régional des médias de la CPS afin d'informer les ministres de l'action qu'il mène pour promouvoir cet événement, et de faire le point de l'évolution de la situation depuis l'an 2000.

Point 5 a) de l'ordre du jour – Réussites, écueils et avenir

9. La Conseillère (affaires culturelles) du Département développement humain de la CPS présente les faits saillants intervenus dans le domaine de la culture au cours des dix dernières années. Son exposé est centré sur : les étapes et initiatives clés, le Département développement humain de la CPS et ses principales réussites dans la promotion de la culture, les écueils rencontrés, et les perspectives d'avenir.

a) *Étapes et initiatives clés*

Ce sont notamment :

- 2004 Neuvième Festival des arts du Pacifique, à Palau
- 2006 Intégration du Bureau du développement culturel dans le nouveau Département développement humain de la CPS
- 2008 Vingt et unième et vingt-deuxième réunions du Conseil des arts du Pacifique, aux Samoa américaines, la deuxième de ces réunions s'étant déroulée dans le cadre du dixième Festival des arts du Pacifique
- 2010 Vingt-troisième réunion du Conseil des arts du Pacifique, à Nouméa
- 2010-2013 Approbation et mise en œuvre du projet « Structuration du secteur culturel » financé par l'Union européenne
- 2012 Vingt-quatrième et vingt-cinquième réunions du Conseil des arts et de la culture du Pacifique, deuxième Conférence régionale des Ministres de la culture, et onzième Festival des arts du Pacifique, toutes ces manifestations se déroulant aux Îles Salomon.

b) *Axe d'intervention prioritaire du Département développement humain de la CPS et principales réalisations dans le secteur de la culture*

L'action culturelle relève de la mission du Département développement humain, comme le prévoit le Plan stratégique 2008-2012 du Département, qui s'articule autour de quelques domaines clés pour la prestation de services aux pays membres de la région. Ces différents domaines sont décrits ci-après.

Formulation de politiques : Le Département développement humain a organisé en mars 2010 un atelier sur la cartographie, la planification et les politiques culturelles, qui s'est tenu immédiatement après la vingt-troisième réunion du Conseil, pour donner aux membres un cadre destiné à l'élaboration de leurs politiques culturelles nationales ; depuis 2010, le Département a aidé six pays (États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Palau, Tonga, Tuvalu et Vanuatu) à réaliser leur propre cartographie et planification culturelle, et à rédiger des projets de politique soumis à leur conseil des ministres pour approbation, ce qui a permis à cinq d'entre eux de parachever leur premier rapport sur la cartographie culturelle et leurs projets de politique qui peuvent désormais être présentés pour consultation et approbation. En 2011, le Département a organisé au profit de ces six pays un atelier sous-régional sur la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et sur l'élaboration de plans d'action et d'indicateurs pour accompagner leurs politiques culturelles. Enfin, deux jeux d'outils sur les politiques culturelles océaniques ont été produits et diffusés en 2011 et 2012, le premier sur la cartographie, la planification et l'élaboration des politiques, et l'autre sur la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques. Ces deux outils, intitulés « Guide de cartographie, de planification et d'élaboration de politiques culturelles en Océanie » et « Guide de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques culturelles en Océanie », ont été préparés par un consultant de la région, tandis que les recherches en vue des rapports sur la cartographie nationale et leur rédaction sont le fruit du travail de consultants nationaux.

Renforcement des capacités nationales et régionales : La tenue du Festival des arts du Pacifique aux Samoa américaines et aux Îles Salomon a été l'un des axes de travail essentiels, et l'accent a été mis sur les préparatifs du onzième Festival des arts du Pacifique. L'assistance technique apportée par le Département développement humain a été concentrée sur deux aspects : l'aide logistique, et la sensibilisation et la protection de la propriété culturelle et intellectuelle. L'assistance logistique a pris la forme d'une étude de cadrage réalisée pour les Îles Salomon en 2009-2010, et de multiples visites d'appui technique. Pour ce qui est de la propriété culturelle et intellectuelle, l'assistance a été fournie dans le cadre d'un partenariat avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, qui a financé et rédigé un rapport sur la protection de la propriété culturelle et intellectuelle dans le cadre du Festival des arts du Pacifique, dans lequel des avis sont formulés sur les mesures à prendre par les Îles Salomon, la CPS et les pays participants pour assurer l'intégrité culturelle du Festival. Une courte brochure d'information et de sensibilisation a également été préparée pour les visiteurs. Le programme d'assistance technique de la CPS portait également sur la commercialisation, les parrainages et la préparation du manuel révisé du Festival.

Le deuxième axe de travail portait sur le renforcement et l'utilisation des capacités du Conseil des arts et de la culture du Pacifique pour couvrir certains aspects spécifiques du programme de travail. À sa vingt et unième réunion en 2008, le Conseil a constitué des groupes de travail chargés de faire évoluer les politiques culturelles et éducatives, d'élaborer une stratégie régionale de la culture, d'évaluer le Festival et de renforcer le Conseil. Depuis lors, le Conseil a préparé deux stratégies (voir ci-dessous), et a donné des orientations à la CPS et à l'UNESCO en vue de l'évaluation du Festival, qui a été entreprise en 2009, et dont le rapport a été publié en 2010. C'est la toute première évaluation réalisée depuis 30 ans que le Festival existe.

Stratégies sectorielles régionales : Les groupes de travail créés par le Conseil ont préparé deux stratégies régionales : la Stratégie océanienne de la culture et de l'éducation 2010-2015, adoptée par le Conseil des arts et de la culture du Pacifique à sa vingt-troisième réunion, et par les Ministres de l'éducation du Forum (2010) ; et la Stratégie culturelle régionale 2010-2020, adoptée par le Conseil des arts et de la culture du Pacifique à sa vingt-troisième réunion, et par les Ministres de la culture des pays du Groupe mélanésien du fer de lance (2010).

Coordination avec les organisations membres du CORP et les partenaires internationaux : Ce volet concerne l'ensemble des activités du Département développement humain. S'agissant des filières culturelles, le Forum des Îles du Pacifique a été un partenaire clé à tous les stades de l'action menée pour développer les industries culturelles : de la réalisation d'états des lieux aux consultations régionales avec les acteurs concernés, en passant par la conception de stratégies de développement et de promotion des industries culturelles en Océanie, et l'organisation d'ateliers sur la production culturelle. Le réseau du Département s'est également enrichi avec la participation de l'Institut de statistique de l'UNESCO (qui recueille des statistiques sur la culture), et de la Fédération internationale des conseils des arts et agences culturelles (FICAAC) à la liste de diffusion Culturetalk, et la collaboration de l'UNESCO, de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) et de l'Université du Pacifique Sud (USP) en vue de la création de la Plateforme du patrimoine du Pacifique.

Renforcement des communautés : Le travail sur la cartographie du patrimoine culturel en péril a notamment pris la forme d'un atelier sur la cartographie du patrimoine, organisé au profit des responsables de la culture et des consultants nationaux de six pays, avec la collaboration de l'Association des musées des îles du Pacifique, et le concours technique du Musée des Fidji. L'atelier qui s'est tenu à Korotogo (Fidji) a également bénéficié de la présence de deux animateurs de l'USP et de l'Université nationale du Samoa. Il avait principalement pour objet d'enseigner des techniques permettant aux communautés de cartographier les sites et pratiques menacés du patrimoine, au moyen d'une approche factuelle et pratique, puis de cartographier un site ou une pratique particulière.

Le travail sur les filières culturelles a été centré sur les producteurs, les artistes et les petites entreprises. Un soutien direct leur a été apporté, par exemple pour la préparation de demandes de financement.

Collaboration accrue avec les départements et sections de la CPS : Des travaux ont été engagés en vue de l'élaboration de statistiques culturelles, en concertation avec le Département statistique pour le développement et l'Institut de statistique de l'UNESCO. Une première réunion régionale sur la question a été organisée en mai 2011, et les travaux se poursuivent au niveau national, tout d'abord par l'extraction des données culturelles des recensements et des enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages. Un appui et des conseils ont également été fournis à Vanuatu en vue de la collecte et de l'analyse de données sur le bien-être, un projet toujours en cours.

Le Festival des arts du Pacifique suppose en outre une concertation avec les départements et sections de la CPS chargés des questions de biosécurité, de santé (y compris l'eau et l'assainissement), de la télé-radiodiffusion et des médias. Par ailleurs, le Département développement humain s'emploie à intégrer les savoirs traditionnels dans l'action de la CPS sur l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets.

Amélioration des données, recherche, information et promotion : Compte tenu de la pénurie de données, des informations sur la culture ont été recueillies et diffusées au moyen de publications sur divers thèmes, dont : l'évaluation de la valeur économique de la culture, l'évaluation du Festival, la portée du Festival, les questions de propriété intellectuelle qu'il soulève, les industries culturelles, les politiques culturelles, et les outils de cartographie du patrimoine culturel. La liste d'envoi Culturetalk fait office de réseau de diffusion et de partage de l'information dans le Pacifique et ailleurs.

c) *Les écueils*

Au nombre des difficultés rencontrées, citons la gestion complexe du vaste mandat du Département développement humain, d'autant que les ressources humaines et financières affectées à l'action culturelle par la CPS, les administrations publiques du Pacifique et les partenaires du développement sont insuffisantes ; la petite taille des services de la culture dans certains pays membres, et leur manque de moyens ; la triple responsabilité qu'imposent la mobilisation de fonds, la mise en œuvre des activités et la nécessité de répondre aux besoins des pays ; le volume important des demandes d'aide ; et les difficultés liées à la collaboration intersectorielle au sein de la CPS qui travaille toujours à la mise en place de processus institutionnels efficaces pour faciliter la coordination.

d) *Les perspectives d'avenir*

Le Rapport d'évaluation externe indépendante 2012 recommande à la CPS d'engager les travaux nécessaires pour transférer son mandat dans le domaine de la jeunesse et de la culture à d'autres organisations compétentes en la matière. Plus particulièrement, il est suggéré qu'elle se dessaisisse de son action culturelle au profit de l'UNESCO et de ses activités jeunesse en faveur de l'UNICEF. L'UNESCO ayant fait savoir qu'elle n'est pas en mesure d'assumer le mandat culturel de la CPS, une nouvelle évaluation devra être réalisée pour décider de l'hébergement futur du programme culturel de la CPS. Dans l'immédiat, le Département développement humain continue de forger des partenariats pour conforter ses activités en cours, notamment avec le Forum des Îles du Pacifique, le Secrétariat du Commonwealth et l'UNESCO pour ce qui est des filières culturelles ; il s'attachera à mobiliser des financements supplémentaires, poursuivra l'application des cadres et des stratégies régionales au niveau national et régional, et maintiendra l'accent mis sur le Festival des arts du Pacifique et le Conseil.

Point 5 b) de l'ordre du jour - Point de la situation dans quelques pays

10. La représentante de Guam présente aux participants un rapport sur la situation de la culture dans son pays. Elle expose divers problèmes et faits marquants, notamment : le nombre croissant de Chamorros qui émigrent vers les États-Unis d'Amérique ; l'intensification des efforts visant à protéger le chamorro et son utilisation dans la vie quotidienne ; et le regain d'activité pour la préservation et la promotion de la culture durant les dix dernières années, dans un contexte pourtant caractérisé par le fléchissement des ressources locales et fédérales. Ainsi, le Département des affaires chamorros a réuni dans une architecture commune cinq petites entités (le Conseil des arts et des lettres de Guam (CAHA), le Musée de Guam, la Bibliothèque de Guam, le réseau d'information PBS Guam, et l'organisme de restauration et de valorisation de la capitale de Guam, Hagåtña Restoration and Redevelopment Authority), ce qui facilitera la mise en commun des ressources sans mettre en péril les financements fédéraux. Des efforts sont engagés pour obtenir de nouvelles subventions et forger des partenariats public-privé et assurer ainsi la poursuite et l'amélioration des services aux acteurs culturels et aux praticiens des arts traditionnels. Les organisations non gouvernementales (ONG) jouent désormais un rôle plus important dans ce cadre. Les préparatifs du Festival des arts du Pacifique de 2016 sont en bonne voie (le texte complet de cet exposé est joint au présent rapport, à l'**annexe 2**).

11. Le représentant du Samoa présente un rapport sur l'évolution de la situation culturelle dans son pays, entre 2000 et 2012, précisant que depuis 2003, le Ministère de l'éducation, des sports et de la culture est la principale entité publique compétente en matière culturelle. S'agissant du patrimoine culturel, le travail effectué a notamment consisté à fixer les mythes et les légendes ; préserver les informations sur la navigation au moyen d'un dictionnaire monolingue et de supports audiovisuels ; préparer un projet de politique nationale pour la culture ; définir la politique nationale sur la préservation du patrimoine, un travail réalisé en

2001 avec la collaboration du Ministère des ressources naturelles et de l'environnement (MNRE) ; et organiser des ateliers de sensibilisation sur le patrimoine culturel immatériel, en 2010 et 2012. Pour ce qui est de la législation nationale et internationale, il a notamment mentionné l'adoption de la Loi de 2011 sur la propriété intellectuelle ; de la Stratégie nationale sur la propriété intellectuelle ; de la Loi de 2011 sur les archives publiques (NARA) ; ainsi que la révision de la Loi de 1998 sur les droits d'auteurs. À l'avenir, le Samoa se concentrera sur l'élaboration d'une stratégie nationale de la culture et de l'éducation, qui sera assortie d'un plan d'application et d'un cadre de suivi et d'évaluation, alignée sur la Stratégie océanienne de la culture et de l'éducation. Le Samoa a aussi pris des mesures pour ratifier la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel et immatériel de 2003.

12. Le représentant des Îles Salomon fait le point sur l'évolution du secteur de la culture, et souligne la responsabilité première de l'État et de ses organes publics, notamment le Musée national des Îles Salomon, la Division de la culture, la Galerie nationale des arts, et les Archives nationales, qui relèvent tous du Ministère de la culture et du tourisme. S'agissant des politiques, il signale les avancées suivantes : le travail de cartographie, de planification et d'élaboration de politiques culturelles nationales est quasiment achevé, puisqu'une étude de cadrage et un rapport national ont déjà été préparés ; un projet de politique culturelle a été établi, et le plan national d'action culturelle 2012-2015, qui est inspiré de cette politique, est en cours d'élaboration ; il guidera l'action du Ministère dans les domaines prioritaires définis durant l'atelier de formulation du plan d'action. En ce qui concerne le patrimoine culturel, le représentant des Îles Salomon mentionne l'adoption de la Loi de 2010 sur les aires protégées (parties 3, 10 : 1 : a et c) qui traite des aires protégées, notamment les zones classées au patrimoine national ; et le Projet Renforcement de la gestion et de la gouvernance du patrimoine mondial aux Îles Salomon, qui relève du Programme de renforcement des liens avec le secteur public océanien. Pour ce qui est des métiers de la culture, il note l'action conduite par l'Alliance salomonaise des arts pour promouvoir les œuvres d'art salomonaises au moyen de Facebook, de la Galerie nationale des arts et de l'Association des artistes salomonais ; la révision de la brochure *Handcrafts of the Solomon Islands* dans le cadre du Projet Facilitation du commerce de produits agricoles de la CPS ; et l'inclusion de cours sur la culture dans les programmes nationaux d'enseignement pour les classes 1 à 3. Il signale plusieurs faits notables, dont l'attention accrue portée à la propriété intellectuelle culturelle et aux questions connexes ; la révision de la loi sur les droits d'auteurs et la préparation d'un projet de loi sur la protection des savoirs traditionnels et des expressions de la culture ; la construction de nouvelles installations, telles que l'Auditorium du Musée et le Complexe national des arts ; la formulation de la politique nationale de la culture ; la formation de plusieurs artistes aux arts visuels et à la décoration d'intérieur et d'extérieur, dans le cadre du programme APTC/AusAID et d'un programme public indonésien ; et la présentation par les Îles Salomon d'une demande d'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO des archives royales détenues par les Archives nationales. Parmi les défis à relever, il souligne la nécessité de forger un partenariat dynamique entre l'État et le secteur privé en vue du développement de la culture, et de constituer un réseau d'experts et de professionnels de la culture. À l'avenir, les efforts seront axés sur la définition d'indicateurs statistiques sur les produits culturels, pour mettre en évidence la contribution du secteur au PIB, et l'intégration systématique de la culture dans tous les secteurs du développement.

Point 5 c) de l'ordre du jour – Point sur les activités de l'UNESCO

13. La représentante de l'UNESCO informe les participants de l'évolution du programme culture et développement dans le Pacifique. Depuis son siège à Apia (Samoa), le bureau régional de l'UNESCO a fourni une assistance à 16 pays membres du Pacifique et à un membre associé, et mis l'accent sur la promotion et l'application des conventions prioritaires, à savoir la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de 2005, la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003, et la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de 1972.

14. Elle donne des informations détaillées au sujet de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, rappelant que cette notion est à opposer à celle de patrimoine culturel matériel, qui recouvre les sites et monuments historiques. Dans le Pacifique, des termes tels que « coutumes et traditions », « savoirs traditionnels » et « expressions culturelles traditionnelles » sont utilisés depuis longtemps pour décrire le concept de patrimoine culturel immatériel qui n'est donc pas étranger aux Océanien. Cette Convention a pour finalité première de sauvegarder et de faire vivre les cultures menacées

par l'intégration croissante de l'économie mondiale, et l'intensification de l'urbanisation et de l'industrialisation. Elle engage vivement les pays du Pacifique à adhérer à la Convention afin de pouvoir solliciter des aides pour la sauvegarde de leurs cultures et de leurs traditions. Elle précise aussi les obligations incombant aux États parties à la Convention.

15. La représentante de l'UNESCO présente également la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005) qui a été conçue pour faire face à la libéralisation croissante des échanges internationaux durant les années 90. En reconnaissant la nature particulière des biens et des services culturels, qui ont une valeur double, à la fois intrinsèque et économique, la Convention de 2005 proclame le droit souverain des États d'adopter des politiques culturelles pour permettre à leurs industries culturelles de se développer à leur rythme et conformément à leurs propres besoins. Elle précise que la Convention vise aussi à protéger le contexte propice aux expressions culturelles des différentes communautés, notamment celles des peuples autochtones, des groupes minoritaires, des femmes et des enfants. Elle indique qu'un soutien financier peut être accordé au titre de la Convention, qui est également porteuse d'obligations pour les États parties. Ces derniers ne sont pas tenus de verser une contribution financière.

16. Elle exhorte les pays insulaires du Pacifique à adhérer simultanément aux deux conventions (le texte complet de son exposé est joint au présent rapport dont il constitue l'**annexe 3**).

Discussion

17. Le représentant de Nauru annonce que son pays signera la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel avant la fin de 2012.

18. La représentante de Tuvalu remercie la représentante de l'UNESCO de son exposé. Elle informe les participants que certains des monuments historiques de son pays ont été démolis au nom du développement, et que Tuvalu est très intéressé par le patrimoine culturel immatériel, et souhaite travailler avec l'UNESCO sur ces questions, car la culture est un pilier de l'actuel plan national de développement.

19. La représentante de Palau évoque la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005) et le Forum ministériel tenu à Dakar, en 2011, où plusieurs pays du Pacifique étaient représentés, notamment les Îles Marshall, les Îles Salomon, Kiribati, les Îles Cook, le Samoa, les Fidji et Palau. Elle rappelle que le Vice-président de Palau a prononcé un discours au nom des pays du Pacifique, et qu'il était installé à la tribune principale, aux côtés d'autres dignitaires, ce qui a contribué à mettre en vedette les problématiques de la région. Elle souligne la grande diversité du Pacifique et l'extrême importance de la Convention pour les pays insulaires océaniques.

20. Le représentant de Norfolk indique que son pays abrite de nombreux sites patrimoniaux, en particulier des bâtiments historiques, et retrace brièvement l'histoire du pays, en rappelant les grandes étapes de l'action menée pour préserver sa culture.

21. Le représentant du Samoa félicite Guam de son programme de formation et d'éducation à la culture, et demande un complément d'information à ce sujet. La représentante de Guam précise qu'il s'agit d'une Maîtrise sur les savoirs traditionnels, imposant aux apprentis de suivre les enseignements de maîtres pour pouvoir accéder eux-mêmes à ce statut.

22. Le représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée félicite la CPS du travail accompli au fil des années dans le domaine de la culture.

23. Les participants félicitent le Conseil des arts et de la culture du Pacifique et la CPS pour leur action de promotion des arts et de la culture depuis la dernière Conférence ministérielle, tenue en 2002.

24. Ils félicitent également les pays qui se sont employés à promouvoir la culture et les arts depuis la Conférence ministérielle de 2002.

25. Enfin, ils prennent note de l'action de l'UNESCO dans le Pacifique.

Point 6 de l'ordre du jour – Stratégie culturelle régionale 2010-2020

26. En sa qualité de présidente du groupe de travail du Conseil des arts et de la culture du Pacifique sur la Stratégie culturelle régionale 2010-2020, la représentante des Fidji rappelle aux participants les circonstances qui ont présidé à l'élaboration de cette stratégie depuis la Déclaration des Ministres de la culture de 2002. Elle décrit l'action menée par le groupe de travail pour faire avancer la question, puis expose les objectifs nationaux et régionaux de la stratégie. Elle renvoie les participants au document de travail SPC/CPAC 25 consacré à la Stratégie culturelle régionale (qui constitue l'**annexe 4** du présent rapport).

27. En bref, la Stratégie culturelle régionale propose un rappel historique, retraçant la création du Festival des arts du Pacifique et l'évolution du rôle du Conseil des arts du Pacifique, rebaptisé Conseil des arts et de la culture du Pacifique pour rendre compte de l'expansion de la notion de développement culturel. À leur première Conférence en 2002, les Ministres de la culture, conscients de la nécessité de promouvoir la gestion et le développement avisés de la culture dans le Pacifique, ont résolu de s'atteler à des questions telles que l'absence de lois sur la culture dans les pays de la région ; la promotion des filières culturelles ; les dispositifs de protection de la culture et du patrimoine ; la nécessité d'élaborer des statistiques sur la culture ; et la nécessité pour les gouvernements et les bailleurs de fonds d'appuyer l'ensemble de ce processus. Suite aux consultations organisées par le groupe de travail avec l'appui de la CPS, une stratégie culturelle régionale a été définie pour renforcer les cultures du Pacifique au moyen d'un cadre pour la conception et la formulation de politiques culturelles, l'un des aspects essentiels de cette action étant l'intégration de la culture dans les plans nationaux de développement, comme dans les quatre piliers du Plan pour le Pacifique.

28. Les objectifs nationaux et régionaux de la stratégie sont rappelés à l'**annexe 4**.

29. Dans son exposé aux ministres sur la Stratégie culturelle régionale 2010-2020, la présidente du groupe de travail expose les conclusions des délibérations du Conseil des arts et de la culture du Pacifique, à sa vingt-cinquième réunion. En résumé, les participants à la réunion du Conseil ont félicité le groupe de travail pour le gros travail effectué et l'engagement dont il a fait preuve pour produire cette stratégie ; approuvé la Stratégie culturelle régionale en vue de sa présentation à la deuxième Conférence des Ministres de la culture ; résolu que cette stratégie guiderait la planification et la budgétisation de l'action culturelle au niveau national ; et approuvé le calendrier proposé, lequel prévoyait une période de trois mois pour que les membres du Conseil tiennent des consultations nationales et achèvent ainsi la série d'indicateurs de suivi et d'évaluation pour la période 2010-2012. Le Département développement humain de la CPS s'appuiera sur ce travail pour définir les priorités régionales et planifier ses interventions en vue de la mise en œuvre de la stratégie.

30. Les Ministres sont invités à :

- prendre acte du travail accompli en vue de l'élaboration de la *Stratégie culturelle régionale : Investir dans les cultures océaniques 2010-2020* ;
- examiner et noter les conclusions de la vingt-cinquième réunion du Conseil des arts et de la culture du Pacifique, tenue le 3 juillet 2012 à Honiara (Îles Salomon), concernant cette stratégie ; et,
- approuver la Stratégie culturelle régionale et sa mise en œuvre (voir l'**annexe 5**).

Recommandations

31. Les Ministres approuvent en l'état toutes les recommandations dont ils sont saisis.

32. La représentante de Palau félicite ses collègues présents de leurs réalisations et des nombreuses activités engagées dans toute la région, déclare que l'adoption de cette stratégie suppose une action constante pour sa mise en œuvre, et remercie les Ministres d'avoir approuvé cet instrument.

Point 7 de l'ordre du jour – Présentation de la Stratégie océanienne de la culture et de l'éducation 2010-2015

33. Le représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui est membre du groupe de travail sur la culture et l'éducation du Conseil des arts et de la culture du Pacifique, présente le contexte, la raison d'être, les objectifs, et les principaux domaines d'intervention de la Stratégie océanienne de la culture et de l'éducation 2010-2015, ses liens avec d'autres cadres régionaux et les approbations déjà recueillies à ce jour.

34. Cette stratégie a été élaborée sur une période de deux ans par un groupe de travail du Conseil des arts et de la culture du Pacifique et par les principaux partenaires du développement ; ce groupe de travail a été créé à la vingt et unième réunion du Conseil (avril 2008), avec pour mission de rapprocher les secteurs de la culture et de l'éducation au niveau national et régional. Malgré les progrès considérables qui ont été faits, notamment au cours des 20 dernières années, pour inclure les arts et la culture dans les programmes d'enseignement à tous les niveaux, force est de constater que de nombreuses lacunes persistent. Ce sont ces lacunes que la stratégie vise à combler. Trois grands arguments lui donnent sa raison d'être : i) les enfants n'ont pas toujours la possibilité d'étudier dans leur langue maternelle, bien que ce soit un droit culturel qui contribue notablement à la réussite scolaire ; par ailleurs, ils n'ont pas systématiquement la possibilité d'en savoir davantage sur leur culture, leur histoire et leurs valeurs, alors que cela leur permettrait de conforter d'autres apprentissages et de comprendre le monde dans lequel ils vivent ; ii) les enfants et les jeunes suivant un enseignement ou une formation technique et professionnelle ou des programmes d'enseignement non officiels n'ont pas toujours la possibilité d'exprimer pleinement leurs talents artistiques, faute de possibilités de formation dans les arts de la scène, les arts visuels, la création, les savoirs et les compétences traditionnelles, tels que la construction de pirogues, la navigation, les techniques traditionnelles de préparation alimentaire, la connaissance des plantes médicinales et ornementales, les techniques de pêche et la production artisanale ; et iii) le secteur de la culture n'a pas livré son plein potentiel, notamment dans des domaines tels que la préservation du patrimoine et la promotion des filières culturelles, par manque de personnel qualifié en gestion du patrimoine et de la culture, gestion d'entreprises culturelles, gestion des musées, droit culturel, économie de la culture, ethno-biodiversité océanienne et études culturelles.

35. Les trois objectifs principaux de la Stratégie océanienne de la culture et de l'éducation sont les suivants : rehausser l'image de la culture dans les programmes d'éducation à tous les niveaux ; développer les possibilités de formation et d'éducation dans le secteur de la culture ; et inciter les pouvoirs publics à accorder une priorité accrue à la culture. Elle compte trois grands domaines d'intervention : culture et éducation dans le système scolaire officiel, les établissements d'enseignement et de formation technique et professionnelle et l'enseignement supérieur ; renforcement du secteur de la culture ; et intensification de la communication, de la promotion et des partenariats pour la culture et l'éducation. Cette stratégie est rattachée à plusieurs instruments sur lesquels elle est alignée, dont : a) le Plan pour le Pacifique, en particulier l'objectif 11.1 : « élaborer une stratégie visant à protéger et à renforcer l'identité culturelle océanienne » ; b) le Cadre océanien de développement de l'éducation, tout spécialement le thème transversal 3 : Langue et culture ; et c) la Stratégie de promotion de la jeunesse océanienne (2005-2010), notamment la composante 6 : Aider les jeunes à trouver leur identité. À ce jour, diverses entités régionales ont approuvé ou adopté la stratégie, dont le Conseil des arts et de la culture du Pacifique (2010), les Ministres de la culture du Groupe mélanésien du fer de lance (2010) et la Conférence des Ministres de l'éducation du Forum (2010). La Stratégie océanienne de la culture et de l'éducation a été approuvée par le Conseil des arts et de la culture du Pacifique à sa vingt-cinquième session.

36. Les Ministres de la culture des pays insulaires océaniens sont invités à noter et à approuver la Stratégie océanienne de la culture et de l'éducation 2010-2015 en vue de sa mise en œuvre.

Discussion

37. La représentante des Fidji se dit satisfaite du travail accompli dans ce domaine et se déclare tout acquise à la Stratégie.

Recommandations

38. Toutes les recommandations concernant la Stratégie océanienne de la culture et de l'éducation 2010-2015 sont approuvées en l'état.

Point 8 de l'ordre du jour – Questions diverses

39. Le représentant du Samoa soulève la question de la fréquence des conférences des Ministres de la culture du Pacifique.
40. Le représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée convient qu'un intervalle de dix ans entre les réunions est trop long, et propose que les ministres se réunissent tous les deux ans.
41. La représentante des Fidji précise que la Stratégie culturelle régionale 2010-2020 recommande que la Conférence ministérielle ait lieu tous les deux ans.
42. La représentante de Kiribati remercie le Gouvernement et le peuple salomonais, par l'intermédiaire du Ministre, pour leur hospitalité et la chaleureuse réception offertes à la délégation de son pays. Elle évoque le travail entrant dans la préparation des réunions du Conseil des arts et de la culture du Pacifique et des conférences ministérielles, et en remercie le Conseil et la CPS, soulignant l'utilité de ces réunions qui permettent aux Ministres de la culture de s'interroger sur la réalisation de leur mandat dans leurs pays respectifs. Elle se déclare en faveur de l'ensemble des recommandations, et convient que les ministres devraient se réunir plus fréquemment. Elle demande à la CPS s'il lui serait possible de faciliter la tenue de ces réunions en collaboration avec le Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique, et suggère aux deux organisations d'en discuter et de convenir de modalités permettant d'organiser conjointement des réunions bisannuelles des Ministres de la culture.
43. Les représentants de Guam et des Samoa américaines s'inquiètent de se voir exclus du processus si les réunions sont conjointement organisées par la CPS et le Forum, étant donné que leurs pays ne sont pas membres du Forum.
44. La représentante de Tuvalu appuie la suggestion visant l'organisation conjointe de la conférence ministérielle, et remercie la CPS d'avoir organisé la vingt-cinquième réunion du Conseil des arts et de la culture du Pacifique ainsi que les conférences ministérielles.
45. Les participants décident que les Ministres de la culture se réuniront tous les deux ans, comme cela a été recommandé.

Projet de déclaration

46. Les participants examinent le projet de déclaration dont ils sont saisis.

Discussion

47. Le représentant du Samoa demande que le point 5 de l'ordre du jour soit modifié de manière à faire état de toutes les formes d'éducation. Les participants approuvent cet amendement.
48. La représentante des Fidji demande que le point 6 soit modifié pour y ajouter le Secrétariat du Groupe mélanésien du fer de lance et l'Association des musées des îles du Pacifique. Les participants approuvent cette modification.
49. Le représentant du Samoa demande l'ajout, au Point 6, d'une référence au Groupe des dirigeants polynésiens. Sa demande donne lieu à un débat sur l'opportunité d'inclure des groupes régionaux similaires. Les participants conviennent du caractère approprié de cette demande et approuvent l'ajout du Groupe des dirigeants polynésiens et du Sommet des hauts dirigeants de Micronésie.

Déclaration ministérielle sur la culture

50. Les Ministres adoptent à l'unanimité la déclaration ministérielle suivante qui récapitule leurs décisions quant à l'évolution et aux faits marquants survenus dans le secteur de la culture depuis 2002 et quant à l'importance du rôle de la culture dans le développement des pays insulaires du Pacifique.

Déclaration des Ministres océaniens de la culture, adoptée à leur deuxième Conférence

Réunis pour la première fois en 2002, les Ministres océaniens de la culture tiennent leur deuxième Conférence à l'hôtel Solomon Kitano Mendana, à Honiara (Îles Salomon), le 4 juillet 2012, dans la foulée de la vingt-cinquième réunion du Conseil des arts et de la culture du Pacifique, et en parallèle du onzième Festival des arts du Pacifique. Conscients de l'importance de la culture dans les pays insulaires du Pacifique et désireux de donner corps à la conception culturelle régionale, où les cultures océaniques sont valorisées, célébrées et protégées, les Ministres :

- i) félicitent le Conseil des arts et de la culture du Pacifique et la CPS de l'action menée pour promouvoir la culture et les arts depuis leur Conférence de 2002 ;
- ii) félicitent les pays de l'action menée pour promouvoir la culture et les arts depuis leur Conférence de 2002 ;
- iii) prennent note de l'action de l'UNESCO ;
- iv) approuvent la *Stratégie culturelle régionale : Investir dans les cultures océaniques 2010-2020*, et félicitent les États et Territoires des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie, en ce qui concerne notamment les politiques culturelles nationales ; la protection des droits culturels ; le développement des industries culturelles ; l'intégration des problématiques culturelles dans les autres secteurs sociaux et économiques ; le renforcement du secteur de la culture, en particulier des industries culturelles, à l'échelon régional ; et l'intégration des arts et de la culture dans les programmes d'éducation et de formation ;
- v) approuvent la *Stratégie océanique de la culture et de l'éducation 2010-2015* et l'accent qui y est mis sur la promotion des arts et de la culture dans toutes les formes et à tous les niveaux d'éducation, sur la multiplication des possibilités de développement du secteur de la culture, et sur l'amélioration de la communication, de la promotion et des partenariats visant à relier culture et éducation ;
- vi) prient instamment le Conseil des arts et de la culture du Pacifique, la CPS et les organisations partenaires telles que le Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique, le Secrétariat du Groupe mélanésien du fer de lance, le Groupe des dirigeants de Polynésie, le Sommet des hauts dirigeants de Micronésie, l'UNESCO, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et l'Association des musées des îles du Pacifique, de continuer à renforcer leur action en vue de la protection, de la préservation et de la promotion de la culture, avec l'aval et le soutien sans réserve des Ministres océaniques de la culture ; et
- vii) conviennent que les Ministres de la culture devraient se réunir tous les deux ans, comme le préconise la Stratégie culturelle régionale.

Clôture

51. En l'absence du Directeur général de la CPS, Linda Petersen, Directrice du Département développement humain, prononce l'allocution de clôture. Elle remercie les ministres et les représentants de leur présence et de la priorité qu'ils ont accordée à la deuxième Conférence des Ministres océaniques de la culture. Évoquant la fréquence accrue de leurs réunions, elle indique que la CPS continuera d'examiner la question, par le truchement du Conseil des arts et de la culture du Pacifique, ainsi qu'avec les correspondants nationaux pour la culture. Elle précise que la CPS souhaite de plus en plus que les pays financent leur propre participation à ce genre de réunion, et remercie les ministres de leur engagement financier en ce sens. Elle note que les participants sont conscients de l'utilité de cette Conférence, en ce sens qu'elle permet d'informer les ministres des avancées récentes du secteur de la culture, au niveau régional et national, et de leur donner des orientations pour guider leur action et s'acquitter de leur importante mission. Elle les remercie d'avoir approuvé la *Stratégie culturelle régionale 2010-2020* et la *Stratégie océanique de la culture et de l'éducation 2010-2015* et de s'être engagés résolument en faveur de leur mise en œuvre actuelle et future. Elle félicite les pays des progrès enregistrés dans le secteur de la culture, soulignant qu'il faut y allouer d'urgence des capacités et des ressources institutionnelles supplémentaires. Elle engage les ministres à se faire les ambassadeurs de cette action lors de futures réunions régionales de haut niveau. Le texte intégral de son allocution est joint au présent rapport, dont il constitue l'**annexe 6**.

**ALLOCUTION D'OUVERTURE DE M. SAMUEL MANETOALI,
MINISTRE DE LA CULTURE ET DU TOURISME DES ÎLES SALOMON**

Good fala morning long iufala everi wan. Permettez-moi tout d'abord de vous transmettre les excuses de mon Premier ministre qui n'a pu se joindre à nous ce matin du fait d'engagements impératifs. Il nous souhaite néanmoins à tous un débat productif.

Mesdames et Messieurs les délégués, je tiens en premier lieu à vous souhaiter la bienvenue à Honiara, et vous remercier de l'amitié que nous avons partagée au cours des deux dernières journées qui ont été très mouvementées pour chacun d'entre nous, mais j'imagine que vous avez tous apprécié les moments que nous avons vécus jusqu'ici. Encore une fois, bienvenue à Honiara.

Nous sommes réunis ici en notre qualité de Ministres océaniques de la culture afin de discuter des grandes questions qui se rapportent aux cultures de nos peuples. Comme vous le savez, c'est notre deuxième Conférence depuis celle tenue en Nouvelle-Calédonie, il y a dix ans de cela. Il est clair que ces conférences ministérielles ne se tiennent pas aussi fréquemment que nous le souhaiterions, et j'espère que nous aurons plus tard la possibilité de discuter de leur fréquence.

Mesdames et Messieurs, vous n'êtes pas sans savoir l'importance que revêt notre Conférence d'aujourd'hui, qui permettra aux ministres d'en apprendre davantage sur le rôle et les activités des grands organismes de développement de la culture qui œuvrent dans la région, et de suivre des exposés sur la situation des pays insulaires océaniques au regard de la préservation et de la promotion du patrimoine culturel et de la participation à ce travail depuis 2002. En tant que Ministres de la culture de la région, il est important que nous nous engagions, à ce niveau, à favoriser l'épanouissement culturel en parallèle de notre développement social et économique. Nous ne devons pas négliger nos valeurs culturelles en cette époque de mondialisation.

Je constate à la lecture de notre ordre du jour que nous aurons à discuter de questions très importantes, telles que la Stratégie culturelle régionale 2010-2020 et la Stratégie océanique de la culture et de l'éducation 2010-2015. Il s'agit là d'engagements majeurs, et je vous encourage tous à appuyer le travail de nos représentants officiels pour assurer le développement pérenne de la culture.

Mesdames et Messieurs, permettez-moi aussi de saisir cette occasion pour remercier le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS) de son engagement et du gros travail mis en œuvre pour accompagner nos efforts de développement culturel. Je suis particulièrement encouragé de constater qu'au fil des années, la CPS a assumé de nombreuses responsabilités dans ce domaine, et je vous engage tous à appuyer son action et à travailler en collaboration avec elle pour faire progresser notre cause dans la région. Je note que les programmes d'action culturelle de la CPS ont été l'objet de quelques discussions, et je souhaite préciser d'emblée que les Îles Salomon appuient pleinement ses programmes d'assistance qui permettent aux membres de faire progresser leurs entreprises culturelles.

Il est donc important que nous soyons fiers de nos réalisations et que nous nous aidions les uns les autres afin de favoriser le développement culturel dans la région. Le Pacifique est riche de ses cultures et de ses peuples, et je suis persuadé que nos réunions, tout particulièrement le Festival des arts du Pacifique, témoignent de notre désir commun de renforcer les cultures multiples et vivaces de nos nations.

Mesdames et Messieurs, sans m'attarder plus longuement, permettez-moi de saisir cette occasion pour féliciter Guam qui reprendra le flambeau du Festival après les Îles Salomon. Je peux assurer Guam que le gouvernement et le peuple salomonais lui apporteront leur soutien en vue des préparatifs du prochain festival, dont nous ne doutons pas qu'il sera une réussite.

Éminents Ministres, Mesdames et Messieurs, j'espère que vous pourrez ramener dans vos États et Territoires respectifs des connaissances et des outils utiles qui faciliteront l'épanouissement futur des cultures océaniques, et que vous tirerez le plein profit de l'expérience de tous les participants à cette réunion. Nous ne faisons qu'un dans cette région, aux cultures et patrimoines multiples.

Je vous remercie tous de m'avoir prêté une oreille attentive, et j'ai l'honneur de déclarer ouverte la deuxième Conférence des Ministres de la culture du Pacifique.

Merci beaucoup.

ÉTAT DE LA CULTURE À GUAM

POINT 5 b) DE L'ORDRE DU JOUR

(Exposé présenté par Mme Monica Guzman, présidente du Département des affaires chamorros, Conseil des arts et des lettres de Guam)

Le paysage culturel de Guam a connu des changements spectaculaires au cours des deux derniers siècles. Les influences occidentales, l'immigration, les technologies mondiales et la dépendance économique ont eu un impact profond sur sa culture, sa langue et ses valeurs dont l'histoire peut être retracée sur 4 000 ans.

D'après les chiffres du recensement de 2010, Guam compte 159 358 habitants, dont 37,1 % sont de descendance chamorro, suivis des Philippins, avec 26,3 % et, en troisième place, des Océaniens avec 11,3 %. À l'heure actuelle, 147 798 Chamorros vivent aux États-Unis, la plus grande communauté, soit 45 000 personnes, vivant en Californie. Bien que les Chamorros se soient expatriés de tous temps, l'ampleur de ces chiffres témoigne d'une inquiétante réalité qui voit notre peuple émigrer sans que nombre d'entre eux ne reviennent jamais. Nombre d'entre eux ne reviennent jamais.

D'aucuns ont dit que la langue est la racine même de la culture. Même si le chamorro est l'une des deux langues officielles de Guam, l'anglais est la principale langue parlée. Pour préserver notre langue maternelle, le gouvernement en a fixé l'orthographe officielle qui est désormais employée dans les programmes scolaires.

Suite à cette mesure, les cours de chamorro sont devenus obligatoires dans les écoles publiques, durant le primaire et le premier cycle du secondaire (classes 1 à 8), et la première année de deuxième cycle du secondaire. En outre, le Conseil de l'éducation vient d'approuver le recours à des intervenants culturels en milieu scolaire. Malheureusement, malgré les mandats successifs définis par le législateur au fil des années, la Division des études chamorros est restée le parent pauvre du Département de l'éducation.

En 2011, une organisation à but non lucratif appelée Pà'a Taotao Tano a réalisé la toute première évaluation du statut du chamorro. Les résultats de l'enquête attestent un recul marqué dans l'emploi de notre langue, les vrais locuteurs ne représentant plus que 25 % de la population autochtone. Autant dire qu'il est impératif d'allouer davantage de ressources et de redoubler d'efforts pour promouvoir la préservation et l'utilisation de notre langue dans la vie quotidienne.

En dépit de ces défis, les dix dernières années ont été caractérisées par un regain de sensibilité culturelle, qui a contribué à préserver et à développer les activités culturelles dans les communautés, les affaires et les pouvoirs publics.

Les ministères et les services publics ont engagé une vigoureuse action de préservation culturelle, malgré la raréfaction des ressources locales et fédérales. La restructuration du Département des affaires chamorros a réuni dans une architecture commune cinq petites entités, le Conseil des arts et des lettres de Guam (CAHA), le Musée de Guam, la Bibliothèque de Guam, le réseau d'information PBS Guam, et l'organisme de restauration et de valorisation de la capitale de Guam, Hagåtña Restoration and Redevelopment Authority, ce qui permet à ces organismes jusque-là dissociés de mettre leurs maigres ressources et subventions locales en commun, sans mettre en péril les financements fédéraux. Des efforts ont été engagés pour obtenir de nouvelles subventions et forger des partenariats public-privé afin d'assurer la poursuite et l'amélioration des services aux acteurs culturels et aux praticiens des arts traditionnels.

Avec l'appui du président de la commission culturelle du Parlement, le Conseil des arts et des lettres de Guam (CAHA) a fait voter une loi définissant les lignes directrices et les critères d'un cycle de maîtrise des arts traditionnels. Grâce à un partenariat avec Louis Vuitton, voilà déjà deux ans que le CAHA attribue des bourses grâce auxquelles des apprentis peuvent suivre l'enseignement de maîtres reconnus dans des disciplines telles que la ferronnerie, le tissage, le tatouage traditionnel et la sculpture. Des financements fédéraux permettent au Conseil de maintenir le programme de bourses pour les filières artistiques, en mettant l'accent sur les pratiques culturelles.

En 2009, le Bureau d'accueil des visiteurs de Guam a lancé une campagne de promotion nationale, sur le thème « Nous sommes Guam », centrée sur notre patrimoine, nos traditions et nos pratiques culturelles qui sont l'essence même de notre pays et de notre identité. De nouvelles excursions, telles que Guam Island Fiesta Tour, proposent aujourd'hui des tours de l'île où les visiteurs peuvent découvrir les fêtes et les marchés traditionnels de chaque village. Le programme Hafa Adai Pledge encourage les organisations et les entreprises locales à recourir à la langue et à la culture chamorros dans leurs modalités de fonctionnement. À ce jour, plus de 250 entreprises ont signé cet engagement. En partenariat avec l'Association des hôtels et des restaurants de Guam, une formation est mise au point pour sensibiliser les acteurs des filières touristiques aux dimensions culturelles ; parallèlement, des améliorations sont apportées au programme de certification des guides touristiques du Collège communautaire de Guam.

En 2010, le Gouvernement a lancé un emprunt obligataire en vue de la construction du Musée de Guam et de la restauration de plusieurs bâtiments historiques de Hagåtña, la capitale. Les précédentes installations du Musée avaient été gravement endommagées par le passage d'un typhon en 2002 et, depuis cette époque, les expositions devaient être hébergées dans des centres commerciaux pour des périodes de courte durée. Les études sont en cours, le démarrage des travaux est prévu en 2012, et leur achèvement en 2014. La Fondation du Musée de Guam a été créée en 2005, et elle est animée par les fonctionnaires du Musée.

Par ailleurs, les organisations non gouvernementales font aujourd'hui davantage pour préserver la culture chamorro. Ainsi, dans le village culturel historique d'Inalahan, au sud de l'île, il est prévu de recréer l'environnement des débuts du XIX^e siècle. Une organisation à but non lucratif, appelée Ginen I Hila' I Maga' Taotao Siha, se consacre à la diffusion des contes et des arts littéraires traditionnels en chamorro. L'Académie Hurao, qui bénéficie de subventions fédérales, enseigne exclusivement en chamorro. Cette école privée, qui propose toute l'année une immersion linguistique et culturelle aux enfants de tous âges, connaît une popularité grandissante. L'Université de Guam organise chaque année au profit des collèves un concours en langue chamorro auquel participent près de 3 000 étudiants.

L'association Pã'a Taotao Tano organise tous les ans un festival et un concours de danse, Dinaña Minagof, auxquels prennent part des compétiteurs de Guam, Rota, Saipan, Tinian et de la Californie. Elle compte aujourd'hui dans le pays 14 centres florissants de danse traditionnelle, les *guma*, en plus des programmes d'arts et de culture régulièrement organisés dans les villages. Le groupe I Finlalai'an s'emploie à promouvoir les chants traditionnels chamorros qui n'ont que très peu subi l'influence occidentale.

Grâce aux nouvelles technologies, un nombre croissant de blogs et de sites Web voit le jour, offrant ainsi autant de pistes et de sources d'information à la population. Citons particulièrement guampedia.com, une encyclopédie en ligne créée en 2002 qui fournit des informations complètes sur l'histoire et la culture du pays. Fondé en 1999, le Fonds de préservation de Guam utilise aussi l'Internet pour mettre en ligne des ouvrages électroniques, en partenariat avec [guampedia](http://guampedia.com).

Voilà donc quelques-uns des nombreux efforts engagés par les pouvoirs publics et les organisations à but non lucratif de Guam pour contribuer à préserver, à protéger et à promouvoir notre culture, notre patrimoine et nos traditions uniques. Bien que les statistiques montrent une chute de la pratique du chamorro, avec pour corollaire la menace de sa disparition, l'engagement marqué de nombreuses personnes et organisations, à Guam et aux Îles Mariannes du Nord, a contribué à endiguer ce recul. La collaboration et la coopération ont favorisé la renaissance de nos traditions et de notre patrimoine au sein de la population, mettant ainsi en lumière le caractère unique de notre culture océanienne.

Les participants sont de plus en plus nombreux dans les conférences et les rassemblements culturels, et l'intérêt pour notre histoire et nos pratiques culturelles incite un nombre croissant de gens à œuvrer pour leur préservation. On constate de ce fait une fierté d'appartenance croissante chez les gens de Guam, des Îles Mariannes du Nord et dans la diaspora chamorro du monde entier. Les préparatifs du douzième Festival des arts du Pacifique qui se tiendra dans notre pays seront très certainement l'occasion d'un nouveau regain de fierté chamorro et de volonté de préserver notre culture.

POINT SUR LES ACTIVITÉS DE L'UNESCO

POINT 5 c) DE L'ORDRE DU JOUR

(Exposé présenté par Mme Akatsuki Takahashi, spécialiste de programme pour la culture, Bureau de l'UNESCO pour le Pacifique)

Ce rapport a pour objet d'informer les Ministres de la culture du Pacifique de l'état d'avancement du programme culture et développement de l'UNESCO dans le Pacifique. Il vise tout particulièrement à encourager les pays océaniques à adhérer simultanément à la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003 et à la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de 2005.

L'UNESCO, dont l'une des vocations premières est la normalisation, a élaboré un ensemble d'instruments normatifs, notamment les six grandes conventions suivantes : la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005), la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003), la Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (2001), la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972), la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels (1970), et la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (1954, et son Protocole de 2009). Depuis Apia (Samoa), le Bureau de l'UNESCO pour le Pacifique apporte son concours à 16 pays et à un membre associé du Pacifique, et met l'accent sur la promotion et l'application des conventions prioritaires, notamment la Convention sur la diversité des expressions culturelles de 2005, la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003 et la Convention du patrimoine mondial de 1972.

Les instruments normatifs de l'UNESCO offrent à eux tous une couverture complète de la culture. Leur objectif est double : la protection et la promotion. La protection est indispensable, notamment dans le cas des cultures menacées, à un titre ou un autre. Les mesures de protection ne sauraient toutefois suffire à elles seules pour permettre aux cultures d'évoluer et de se développer. Compte tenu du processus dynamique et évolutif qui les caractérise, les cultures ne peuvent s'épanouir dans l'isolement, mais bien dans leurs interactions avec d'autres cultures. Les conventions de l'UNESCO visent à trouver des solutions et un équilibre entre protection et promotion.

Convention du patrimoine mondial (1972)

Le patrimoine est le creuset des connaissances et de la sagesse de nos ancêtres. À ce titre, il n'appartient à personne. Nous n'en sommes que les simples gardiens, ce terme désignant ceux qui ont pour mission de préserver ce patrimoine tout au long de leur vie sur cette planète, afin qu'il soit transmis aux générations futures dans le meilleur état possible. Adoptée en 1972, la Convention du patrimoine mondial a été déterminante pour la promotion de ce concept nouveau, le « patrimoine de l'humanité », en tant que bien public mondial.

La Convention du patrimoine mondial est celle qui a été le plus ratifiée, et plus de 900 sites sont aujourd'hui inscrits à la liste du Patrimoine mondial. Les déséquilibres géographiques entre les sites inscrits ont toutefois fini par poser problème au fil des années. La plupart d'entre eux sont des monuments historiques européens. C'est la raison pour laquelle les pays dont les cultures ne sont pas monumentales, mais s'expriment par des formes différentes, telles que les traditions orales, les arts de la scène, les pratiques spirituelles et sociales, et d'autres encore, ont demandé à l'UNESCO d'élaborer une nouvelle convention internationale en rapport avec les aspects immatériels du patrimoine.

Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003)

C'est dans ce contexte que la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel a été adoptée en 2003. La notion de patrimoine culturel immatériel s'oppose à celle de patrimoine culturel matériel, qui couvre les sites et les monuments historiques. Dans le Pacifique, des expressions telles que coutumes et

traditions, savoirs traditionnels et expressions culturelles traditionnelles sont utilisées depuis longtemps pour évoquer le patrimoine culturel immatériel, qui n'est donc pas un concept étranger pour les Océaniens.

Cette convention est le premier instrument multilatéral contraignant qui vise à protéger le patrimoine culturel immatériel. Son but premier est de préserver les cultures et d'assurer leur survie face à l'intégration économique, à l'urbanisation et à l'industrialisation. En adhérant à cette Convention, les pays du Pacifique pourront protéger leurs cultures et leurs traditions. Grâce aux deux listes et au registre de la Convention, les États parties peuvent améliorer leur rayonnement culturel au niveau mondial et, aspect non négligeable, leur statut leur permet d'accéder au Fonds du patrimoine culturel immatériel pour financer leurs projets de sauvegarde.

Il incombe aux États qui adhèrent à la Convention de répertorier leur patrimoine culturel immatériel. Ce travail doit être effectué par les communautés elles-mêmes, et non par des experts étrangers venus de l'extérieur. Les quatre à six rapports communiqués chaque année à l'UNESCO par les États parties permettent un suivi à long terme de la sauvegarde des cultures. Les États parties versent une contribution financière au Fonds du patrimoine culturel immatériel (article 25). Lors du dépôt des instruments de ratification, ils ont toutefois la possibilité de déclarer qu'ils ne seront pas liés par cette disposition et de se soustraire au versement de cette contribution.

Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005)

Cette convention a été conçue pour faire face à la libéralisation croissante des échanges internationaux durant les années 90. En reconnaissant la nature particulière des biens et des services culturels, qui ont une valeur double, à la fois intrinsèque et économique, la Convention de 2005 proclame le droit souverain des États d'adopter des politiques culturelles permettant aux industries culturelles du monde en développement de se développer à leur rythme et en accord avec leurs propres besoins.

La Convention sur la diversité des expressions culturelles ne se limite pas au commerce. Elle vise aussi à garantir l'existence d'un climat propice à l'expression culturelle des différentes communautés, notamment les peuples autochtones, les groupes minoritaires, les femmes et les enfants. Elle prévoit la création d'un Fonds international pour la diversité culturelle qui a pour objet d'appuyer les projets engagés dans ce domaine. Les États parties à la Convention peuvent tous prétendre aux financements de ce Fonds. Plus de 120 pays, dont l'Australie et la Nouvelle-Zélande, en sont parties.

Il n'est pas nécessaire de voter un texte de loi spécifique pour adhérer à cette convention. Après l'avoir ratifiée, les États sont tenus d'établir des rapports réguliers à l'intention de son Comité intergouvernemental, ce qui permet d'assurer un suivi à long terme des politiques culturelles. L'adhésion est sans conséquences financières puisque le Fonds pour la diversité culturelle est constitué de contributions volontaires d'origine publique et privée.

Recommandation

L'UNESCO recommande vivement que les pays océaniques accélèrent les procédures nécessaires en vue de leur adhésion simultanée à la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003 et à la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de 2005.

STRATÉGIE CULTURELLE RÉGIONALE 2010-2020

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR

(Exposé présenté par Adi Meretui Ratunabuabua, conseillère principale en promotion de la culture, Département fidjien du patrimoine national, de la culture et des arts)

1. Le projet de Stratégie culturelle régionale est présenté au Conseil des arts et de la culture du Pacifique pour recueillir ses ultimes commentaires avant la présentation du texte aux Ministres de la culture. L'élaboration de ce projet résulte de consultations élargies tenues depuis décembre 2009 par le groupe de travail constitué par le Conseil et présidé par les Fidji.
2. À sa vingt-troisième réunion tenue à Nouméa en 2010, le Conseil a appuyé dans son principe une première version du projet de stratégie, dont le titre « Investir dans les cultures océaniques 2010-2015 » est ensuite devenu « Investir dans les cultures océaniques 2010-2020 ». Sa prolongation jusqu'à 2020 vise à assurer le suivi et l'évaluation de son application dans la région à intervalles de trois ans : de 2012 à 2014, de 2015 à 2017, de 2018 à 2020, ainsi qu'à la fin de chaque plan de mise en œuvre.
3. **Le Conseil des arts et de la culture du Pacifique sera invité à :**
 - i) exprimer son accord et formuler ses observations finales sur la Stratégie culturelle régionale, en vue de sa présentation aux Ministres de la culture, à leur deuxième Conférence, à Honiara (Îles Salomon), lors du onzième Festival des arts du Pacifique ;
 - ii) une fois que la stratégie aura été approuvée par les Ministres de la culture, il est prévu une période d'une durée suggérée de trois mois, en vue de consultations nationales conduites par les membres du Conseil pour achever l'élaboration d'un jeu d'indicateurs de suivi et d'évaluation pour la période 2010-2012. (Sous réserve de confirmation par le Conseil.) Sur la base de ces travaux, la Section affaires culturelles du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique confirmera les priorités régionales retenues et les périodes couvertes par les plans de mise en œuvre de la Stratégie.

Vue d'ensemble

4. Le projet de Stratégie culturelle régionale expose le contexte historique qui a présidé à la création du Festival des arts du Pacifique, l'évolution du rôle du Conseil des arts du Pacifique, devenu Conseil des arts et de la culture du Pacifique, et l'expansion de la notion de développement culturel qui tient pleinement compte des problématiques recensées dans le Pacifique.
5. À la première Conférence des Ministres de la culture tenue à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) en 2002, l'une des questions soulevées par le Conseil était la nécessité de la gestion avisée et du développement de la culture dans le Pacifique. Les Ministres ont résolu de s'atteler à cette question, leur décision à cet égard faisant l'objet de la Déclaration de Nouméa de 2002.

Au nombre des questions évoquées dans la Déclaration figurent :

- a) l'absence de lois sur la culture dans les pays de la région ;
 - b) la promotion des filières culturelles ;
 - c) les dispositifs de protection de la culture et du patrimoine ;
 - d) la nécessité d'élaborer des statistiques sur la culture ;
 - e) la nécessité d'obtenir le soutien des gouvernements et des bailleurs de fonds.
6. Suite aux consultations organisées par le groupe de travail avec l'appui de la CPS, la Stratégie culturelle régionale a été définie pour renforcer les cultures du Pacifique au moyen d'un cadre pour la conception et la formulation de politiques culturelles, l'un des aspects essentiels de cette action étant l'intégration de la culture dans les plans nationaux de développement, comme le prévoient les quatre piliers du Plan pour le Pacifique.

7. Le projet de stratégie régionale comprend désormais sept buts nationaux pour l'investissement dans les cultures océaniques durant la période 2010-2012, et trois buts régionaux, comme suit :

- au niveau national :
 - i) Prise en compte systématique de la culture dans les politiques et plans nationaux de développement économique et social
 - ii) Défense et promotion des droits culturels
 - iii) Création et administration de sites, d'infrastructures et d'espaces culturels
 - iv) Développement des industries culturelles océaniques
 - v) Intégration des arts et de la culture aux programmes d'enseignement et de formation
 - vi) Promotion des financements et des investissements en faveur du secteur culturel
 - vii) Intégration de la culture dans d'autres secteurs économiques et sociaux
- au niveau régional :
 - viii) Renforcement du secteur culturel à l'échelle régionale
 - ix) Élaboration d'outils normatifs culturels
 - x) Renforcement de la capacité du Secrétariat général du Forum des Îles du Pacifique à mettre en œuvre l'Objectif 11 du Plan pour le Pacifique, en collaboration avec la CPS

8. Le projet de Stratégie culturelle régionale est un instrument politique qui jette les bases propices à l'instauration d'un environnement favorable à l'investissement, au développement et à la croissance futurs, dans le secteur de la culture, comme dans la région tout entière. La vision qui y est énoncée – *Des cultures océaniques valorisées, célébrées et protégées aujourd'hui et demain* – est étayée par sa mission, à savoir :

- Favoriser l'émergence d'un secteur culturel sans exclusive :
 - intégrant de façon pertinente tous les aspects de la vie quotidienne des populations océaniques ;
 - bénéficiant du soutien des secteurs public et privé ; et
 - contribuant au développement économique et social de la région.

Le Conseil a annexé à la stratégie :

- le calendrier de mise en œuvre des Fidji pour la période 2010-2012, pour référence ;
- le calendrier général de mise en œuvre pour la période 2010-2012 ;
- les principales activités nationales pour la période 2012-2014, et
- les activités régionales de 2012 à 2014.

Ces documents sont présentés pour référence et pour information au Conseil, et seront débattus à sa vingt-cinquième réunion (p. 23-34).

9. Le Conseil des arts et de la culture du Pacifique est invité à :

- i) exprimer son accord et formuler ses observations finales sur la Stratégie culturelle régionale, en vue de sa présentation aux Ministres de la culture, à leur deuxième Conférence, à Honiara (Îles Salomon), lors du onzième Festival des arts du Pacifique ;
- ii) une fois que la stratégie aura été approuvée par les Ministres de la culture, il est prévu une période d'une durée suggérée de trois mois, en vue de consultations nationales conduites par les membres du Conseil pour achever l'élaboration d'un jeu d'indicateurs de suivi et d'évaluation pour la période 2010-2012. (Sous réserve de confirmation par le Conseil.) Sur la base de ces travaux, la Section affaires culturelles du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique confirmera les priorités régionales retenues et les périodes couvertes par les plans de mise en œuvre de la Stratégie.

10. Présenté au Conseil pour examen et adoption.

CONCLUSIONS DE LA VINGT-CINQUIÈME RÉUNION DU CONSEIL DES ARTS ET DE LA CULTURE DU PACIFIQUE

Il est décidé ce qui suit :

S'agissant de l'avenir de la Section affaires culturelles de la CPS, remis en question par les recommandations formulées dans le Rapport d'évaluation externe indépendante, le Conseil est encouragé par le fait que le Directeur général se soit engagé à examiner dans le détail les recommandations de l'équipe d'évaluation concernant le futur rôle de la CPS dans le domaine de la culture, et à associer les membres du Conseil à cet examen.

- Le Conseil accueille avec satisfaction la manifestation d'intérêt de Hawaii qui souhaite accueillir le treizième Festival des arts du Pacifique, en 2020, et sera heureux de recevoir l'aval du gouvernement de Hawaii et son dossier complet de candidature à sa réunion de 2014.
- Le Conseil félicite le Gouvernement de la République de Guam pour le lancement précoce des préparatifs du douzième Festival des arts du Pacifique, y compris sur le plan législatif, et le Comité organisateur national qui s'attache à tirer parti des connaissances et de l'expérience des précédents organisateurs du Festival et qui a pris des engagements financiers en vue de ces préparatifs.
- Le Conseil félicite le groupe de travail chargé de l'élaboration de la Stratégie culturelle régionale 2010-2020 pour son dur travail et l'engagement dont il a fait preuve en vue de la production de cet instrument politique important qui guidera le développement futur du secteur de la culture au niveau national et régional.
- Le Conseil approuve la Stratégie culturelle régionale 2010-2020 en vue de sa présentation à la deuxième Conférence des Ministres de la culture qui se tiendra à Honiara, le 3 juillet 2012, en parallèle du onzième Festival des arts du Pacifique, et convient que cette stratégie favorisera la planification et la budgétisation du secteur de la culture au niveau national.
- Il approuve également une période de trois mois, afin de permettre aux membres du Conseil de tenir des consultations nationales et d'achever l'élaboration d'un jeu d'indicateurs de suivi et d'évaluation pour la période 2010-2012. Le Département développement humain de la CPS s'appuiera sur ce travail pour définir les priorités régionales et planifier ses interventions en vue de la mise en œuvre de la Stratégie.

S'agissant de la Stratégie océanienne de la culture et de l'éducation 2010-2015, le Conseil décide ce qui suit :

- le groupe de travail sur la culture et l'éducation est reconduit dans ses fonctions ;
- des partenariats seront forgés avec des établissements d'enseignement supérieur du Pacifique, outre l'Université du Pacifique Sud, sous la direction du groupe de travail ;
- avant le 15 octobre 2012, les membres du Conseil présenteront les informations sollicitées, selon le modèle précédemment diffusé, en vue de l'élaboration du modèle type qui leur sera fourni au milieu de l'année 2013 au plus tard ; ils commenceront à planifier les activités prévues pour la période 2014-2015 et communiqueront les informations correspondantes au président du groupe de travail d'ici la mi-2013 ;
- la CPS, le Forum des Îles du Pacifique et l'UNESCO se réuniront pour convenir des modalités officielles applicables aux consultations régulières entre les responsables de la culture et de l'éducation.

Le Conseil des arts et de la culture du Pacifique décide de présenter les conclusions de sa vingt-cinquième réunion aux Ministres de la culture, à leur deuxième Conférence prévue à Honiara, le 3 juillet 2012, en parallèle du Festival des arts du Pacifique.

**DISCOURS DE CLÔTURE PRÉSENTÉ PAR LINDA PETERSEN,
DIRECTRICE DU DÉPARTEMENT DÉVELOPPEMENT HUMAIN DE LA CPS**

Excellences, Monsieur le Président de Nauru, Madame la Vice-présidente de Kiribati, Monsieur le Sénateur des Samoa américaines, Monsieur le président et Ministre de la culture et du tourisme des Îles Salomon, M. Samuel Manetoali, Mesdames et Messieurs les Ministres, éminents représentants des États et Territoires insulaires océaniques, Mesdames et Messieurs les représentants des partenaires du développement, Mesdames et Messieurs les observateurs, Mesdames et Messieurs les participants.

Permettez-moi de vous présenter les excuses de M. Jimmie Rodgers, Directeur général de la CPS, qui n'a pu se joindre à nous en raison de circonstances indépendantes de sa volonté ; du fait du retard d'un vol de la Solomon Airlines, il n'arrivera que tard cet après-midi, voire de bonne heure demain matin.

Mesdames et Messieurs les Ministres, chers amis, je souhaite, au nom de la CPS, vous remercier de votre présence aujourd'hui et de la priorité que vous avez accordée à cette Conférence ministérielle. Nous n'avons pas eu beaucoup de possibilités de nous rencontrer au cours des dernières années, et je vous remercie d'avoir soulevé cette question. J'espère vraiment que cette deuxième Conférence vous aura permis de faire le point des évolutions récentes du secteur de la culture, au niveau national et régional et, si j'en crois vos interventions en cours de séance comme en marge de nos travaux, elle vous a apporté des orientations utiles pour votre action et votre mission ministérielle.

Nous poursuivons la discussion sur l'opportunité de réunions ministérielles plus fréquentes avec vos représentants au Conseil des arts et de la culture du Pacifique ainsi qu'avec vos correspondants nationaux pour la culture. Du point de vue de la CPS, une fréquence accrue des réunions pose deux difficultés. La première consiste à leur trouver une place dans le calendrier déjà chargé des conférences ministérielles régionales, sans compter vos propres engagements au niveau national et international ; et la seconde réside dans le coût de ces réunions.

La CPS s'est beaucoup développée au fil des années, mais son budget ordinaire, auquel le coût de ces réunions est partiellement imputé, a diminué à mesure de l'expansion de l'Organisation. L'évaluation indépendante dont il a été question pendant nos travaux examine aussi ce problème. Dans l'intervalle, nous avons trouvé des solutions pratiques à cette situation en organisant des réunions ministérielles lorsque des évolutions ou des instruments clés devaient être approuvés, et en profitant de l'occasion pour vous informer des avancées régionales et nationales, comme nous l'avons fait aujourd'hui. De plus en plus, nous souhaitons voir les pays financer leur propre participation, et je vous sais gré de l'engagement financier dont vous faites preuve par votre présence aujourd'hui.

En 2002, les Ministres de la culture ont approuvé la Loi type sur la protection des savoirs traditionnels et des expressions de la culture dans le Pacifique, et nous sommes aujourd'hui très heureux d'adopter la Stratégie culturelle régionale 2010-2020 et la Stratégie océanique de la culture et de l'éducation 2010-2015. Merci de vos décisions en ce sens, et du fort engagement dont vous avez témoigné pour l'application actuelle et future de ces stratégies.

Les correspondants nationaux pour la culture, de même que le réseau et les réunions du Conseil des arts et de la culture du Pacifique, constituent notre principal mode d'échange d'informations sur l'avancement et l'évolution du secteur de la culture.

Sur ce point, permettez-moi de féliciter les pays de l'évolution du secteur de la culture depuis notre dernière Conférence. Il est particulièrement encourageant de constater l'engagement évident et la riche expérience des pays océaniques et de la région dans son ensemble qui s'emploient à favoriser l'épanouissement de nos cultures. C'est là un fondement solide pour la croissance de ce secteur, même s'il faut d'urgence trouver davantage de moyens et de ressources au niveau institutionnel.

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ministres, c'est à nous qu'il appartient de favoriser et d'appuyer cette croissance afin que la culture puisse assumer la place fondamentale qui lui revient dans le

développement durable de nos pays et de notre région. Toutes les activités de la CPS dans ce domaine visent à aider les pays à atteindre ce but. Outre qu'elles améliorent l'image de la culture au niveau régional en favorisant les discussions entre les ministres et les dirigeants, les deux stratégies régionales approuvées aujourd'hui font partie intégrante de ce processus. La Stratégie culturelle régionale est une composante du Plan pour le Pacifique. Maintenant que vous l'avez adoptée, elle sera soumise aux chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum des Îles du Pacifique dans le cadre des processus attachés au Plan pour le Pacifique. Nous vous invitons à devenir les ambassadeurs de cette stratégie et à en porter le message dans les futures réunions et conférences régionales de haut niveau, pour nous permettre de mieux mobiliser l'appui et les ressources nécessaires à l'avancement de notre mission.

En conclusion, je souhaiterais remercier le président et le gouvernement salomonais qui ont accueilli cette Conférence et fourni leur appui, tant logistique que financier, aux réunions du Conseil des arts et de la culture du Pacifique, de mars et d'hier. Permettez-moi également de remercier de leur action nos partenaires, notamment le Forum des Îles du Pacifique, l'UNESCO, la PIMA, le Secrétariat du Groupe mélanésien du fer de lance et l'OMPI, ainsi que les autres entités, spécialistes et praticiens de la culture de la région et du monde entier qui nous accompagnent dans notre action. Je sais qu'il nous reste encore beaucoup de chemin à parcourir, mais il est clair que les partenariats se sont élargis et renforcés au fil des années, facilitant ainsi notre travail qui en est d'autant plus enrichissant et intéressant.

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ministres, merci une fois encore de votre engagement et de votre soutien à cette cause et aux peuples du Pacifique.

Permettez-moi enfin de remercier le personnel de la CPS. Les équipes des secteurs de la santé, de la biosécurité/contrôle zoo- et phytosanitaire, du commerce, de l'eau/assainissement, des médias, de la traduction et de l'interprétation et, dernier mais non le moindre, du Département développement humain, ont tous déployé des efforts incessants pour préparer cette Conférence ministérielle ainsi que le onzième Festival des arts du Pacifique. La semaine ne fait que commencer : félicitations pour ce qui a déjà été accompli.

Profitez bien du Festival, et... Guam, nous nous réjouissons de nous retrouver chez vous en 2016.

GOVERNMENTS/*GOUVERNEMENTS*

American Samoa
Samoa américaines

Mr Lauti Simona
Deputy Assistant Director
Arts Council Department
Arts Council
Pago Pago, American Samoa 96799
Tél. : (684) 3343 47
Portable : (684) 2546144
Courriel: lautisimona@yahoo.com

Australia
Australie

Ms Lydia Miller (Observer, no Minister Rep)
Executive Director
Aboriginal, Torres Strait Islander Arts Board
Office for the Arts
Australia Council for the Arts
372 Elizabeth Street
Surry Hills, Sydney 2010 NSW
Tél. : (612) 9215 9170
Télécopieur : (612) 9215 9111
Courriel: l.miller@australiacouncil.gov.au

Cook Islands / Îles Cook

Not represented/non représentées

Federated States of Micronesia
États fédérés de Micronésie

Not represented/non représentés

Fiji Islands
Fidji

Hon. Filipe Bole
Minister of Education, National Heritage, Culture
and Arts Fiji
Fijian Government
Level 2, Senikau House
Gordon St, Suva
Tél. : (679) 3312 387 or 3220404
Télécopieur : (679) 3303 155
Courriel: filipe.bole@govnet.gov.fj or
alisi.saukuru@govnet.gov.fj

French Polynesia
Polynésie française

Mme Christiane Kelley
Conseillère technique
Ministère de la Culture et de l'Artisanat
Polynésie française
BP 2551, 98713 Papeete, Tahiti
Tél. : (689) 501 075
Télécopieur : (689) 501 077
Courriel: Christiane.KELLEY@culture.pf

Guam
Guam

Mrs Monica Guzman
Chairperson
Department of Chamorro Affairs/Guam Council on
the Arts and Humanities
Government of Guam
P.O. Box 2950

Hagatna, Guam 96932
Tél. : (671) 646 3448 or 727 1879
Télécopieur : (671) 477 2786
Courriel: monicaguzman@galaidgroup.com

Ms Monica Guerrero
Planner III
Bureau of Statistics and Plans
P.O. Box 2950, Hagatna
Guam 96932
Tél. : (671) 4724201 or 472 24202 or 472 4203
Télécopieur : (671) 477-1812
Courriel: Monica.guerrero@bsp.guam.gov

Hawaii
Hawaii

Not represented/non représenté

Kiribati
Kiribati

Hon. Teima Onorio
Vice President/Minister
Ministry of Internal & Social Affairs
Kiribati Government
P.O Box 75, Bairiki, Tarawa
Tél. : (686) 21092
Télécopieur : (686) 21133
Courriel: onoriot@gmail.com

Marshall Islands
Îles Marshall

Hon. Wilbur Heine
Minister of Internal Affairs
B18 Majuro MH 96960
Tél. : (692) 625 8718
Télécopieur : (692) 625 5353
Courriel: wilburheine@yahoo.com

Nauru
Nauru

Hon. Sprent Dabwido
Minister for Internal Affairs (Culture)
Ministry of Internal Affairs
Government Office, Yaren District
Tél. : (674) 557 3133
Courriel: kim.aroj@naurugov.nr (Secretary Pruba)

New Caledonia
Nouvelle-Calédonie

M. Emmanuel Tjibaou
Représentant de la Nouvelle-Calédonie
Directeur de l'ADCK/Centre culturel Tjibaou
BP 378 98845 Noumea Cedex
Tél. : +687 414 545
Courriel: e.tjibaou@adck.nc

New Zealand
Nouvelle-Zélande

Not represented/non représentée

Niue
Niue

Ms Maihetoe M. Hekau
Traditional Leader
NGO/Civil Society
P.O. Box 101
ALOFI, Niue Island

Tél. : (683) 4158
Courriel: mhekau@gmail.com

Norfolk Island
Norfolk

H.E. Donald Reynold
President Norfuk Ito Kalcha Salan INC
P.O. Box 400
Norfolk Island
South Pacific
Tél. : (672) 22249
Courriel: marineworld@ni.net.nf

Palau
Palau

Hon. Faustina K-Rehuher-Marugg
Minister
Ministry of Community and Cultural Affairs
P.O. Box 100 Ngerulmud Capital,
Melekeok Republic of Palau 96940
Tél. : +680 767 1126
Télécopieur : +680 767 3354
Courriel: mcca@palaunet.com ou
imuul@palaunet.com

Papua New Guinea
Papouasie-Nouvelle-Guinée

Dr Jacob Simet
Executive Director
Ministry of Arts, Culture and Tourism
PNG National Cultural Commission
P.O. Box 7144
Boroko, NCD, Port Moresby
Tél. : (675) 323 5222 or 323 5119
Télécopieur : (675) 325 9119
Courriel: culture@daltron.com.pg

Rapa-Nui (Easter Island)
Rapa Nui (Île de Pâques)

Ms Luz del Carmen Zasso Paoa
Mayor of Rapa-Nui (Easter Island)
Municipalidad de Isla De Pascue (Rapa-Nui)
Atamu Tekena S/N
Hauga Rpa
Isle De Pascue, South American, Chile
Tél. : +56-32-2100621 or +56-9-94943859 ou +56
32-2100226
Télécopieur : +56-32-2100339
Courriel: lzasso@gmail.com or
luz.zasso@municipalidodoleisle@pascue.cl

Samoa
Samoa

Hon. Magele Mauiliu
Minister for Education Sports & Culture
Ministry of Education Sports & Culture
P.O Box 1869, Apia
Tél. : +685-22971
Courriel: min.mesc@lesamoa.net

Solomon Islands
Îles Salomon

Hon. Samuel Manetoali
Minister of Tourism and Culture
Ministry of Culture & Tourism
P.O Box G26, Honiara
Tél. : (677) 26 848/28 603
Télécopieur : (677) 26 875/876
Courriel: leta@tourism.gov.sb

Mr John Wasi
Permanent Secretary
Ministry of Culture & Tourism
P.O. Box G26, Honiara
Tél. : (677) 286 0310
Portable : (677) 749 6774
Courriel: johnwasi@yahoo.co.uk

Tokelau
Tokelau

Mr Tinielu Tuumuli
Pulenuku (Mayor) of Fakaofu (also member of the
council of the ongoing Government of Tokelau)
Office of the Fakaofa Taupulega
C/-Talo, P.O Box 865, Apia, Samoa
Tél. : (690) 3236
Courriel: tinielu@gmail.com

Tonga
Tonga

Not represented/non représentées

Tuvalu
Tuvalu

Hon. Pelenike Isaia
Minister of Home Affairs
Ministry of Home Affairs
Government of Tuvalu
Vaiaku
Funafuti
Tél. : (688) 20808
Courriel: iakoba.sirao@gmail.com

Vanuatu
Vanuatu

Hon. Ham Lini
Deputy Prime Minister
Minister of Trade and Industry and Tourism of
Vanuatu
Private Mail Bag 9099
Tél. : (678) 25674
Télécopieur : (678) 24422
Courriel: hlini@vanuatu.gov.vu

Wallis & Futuna
Wallis et Futuna

Not represented/non représentées

Australia
Australie

Ms Kathy Keele
CEO
Australia Council of the Arts
372 Elizabeth St. Surry Hills
NSW 2010
Tél. : 614 17360441
Courriel: k.keele@australiacouncil.gov.au

Fiji
Fidji

Ms Adi Meretui Ratonabuabua
Fiji Delegation Representative.
Principal Cultural Development Officer
Ministry of Education, National Heritage, Culture &
Arts,
Takayawa building,
Toorak.
P.O Box 2550
Tél. : (679) 3316 955
Télécopieur : (679) 3310 357
Courriel: mereculture@hotmail.com

Mr Peni Cavuilagi
Director
Head of Delegation
Ministry of Education, National Heritage, Culture &
Arts,
Takayawa building,
Toorak.
P.O Box 2550
Tél. : (679) 3316955
Télécopieur : (679) 3310 357
Courriel: cavuilagip@yahoo.com

Mr Pita Tagicakirewa
Acting Director
iTaukei Affairs
87 Queen Elizabeth Drive, iTaukei Trust Fund
Building
Suva
Tél. : (679) 3100 909
Télécopieur : (679) 3308 761
Courriel: ptagicakirewa@finance.gov.fj

Kiribati
Kiribati

Mr Natan Itonga
Cultural Officer
Ministry of Internal and Social Affairs
Culture Centre & Musuem
P.O. Box 308
Bikenibeu, Tarawa
Tél. : (686) 28 283 or 286 95
Courriel: natitonga@hotmail.com

Mrs Wiriki Tooma
Secretary
Ministry of Internal and Social Affairs
Kiribati Government

Nauru
Nauru

Mrs Charmaine Scotty
Secretary for Home Affairs
Ministry of Home Affairs
Government Office, Yaren District
Tél. : (674) 557 3031
Courriel: charmaine.scotty@naurugov.nr

Niue
Niue

Mr Robin M. Hekau
Cultural Affairs Officer & Museum Curator
Ministry of Culture
Taoga Niue
ALOFI, Niue Island
Tél. : (683) 4338
Courriel: Robin.Hekau@mail.gov.nu

Papua New Guinea
Papouasie-Nouvelle-Guinée

Mr. Atara Jenkins Tau
First Secretary
Ministry of Tourism and Culture
P. Box 1291, Port Moresby
Tél. : (675) 72700900
Télécopieur : (675) 3200302
Courriel: atara.jenkins@gmail.com

Samoa
Samoa

Ms Galumalemana Nu'ufou Petaia
Chief Executive Officer
Ministry of Education Sports & Culture
P.O Box 1869, Malifa Apia
Tél. : (685) 646 02
Télécopieur : (685) 64664
Courriel: n.petaia@mesc.gov.ws

Mr Levao Tanei Puna
Assistant Head of Delegation
P.O Box 1869, Ministry of Education Sport &
Culture, Apia
Tél. : (685) 77 82859
Courriel: puna_tmala@yahoo.com

Ms Delphina Lee
Principal Culture Officer
Ministry of Education, Sports and Culture
P.O. Box 1869
Malifa, Apia
Tél. : (685) 64626 or 64601
Télécopieur : (685) 64664
Courriel: d.lee@mesc.gov.ws

Mr Semi Epati
ACEO
Ministry of Education & Culture
Govt – MESC
Mailifa, Apia
Tél. : (685) 64610 or 8464610
Courriel: s.epati@mesc.gov.ws ou
epatijr@hotmail.com

Rapa-Nui
(Easter Island)
Rapa Nui (Île de Pâques)

Ms Lynn Rapu Tuki
Delegado Cultural Rapanui-Nui (Easter Island)
Corporacion Cultural Municipal Isle de Pascue
Atamu Tekena S/N
Hanuga Roe, Chile, South America
Courriel: lynn.raputuki@gmail.com
Tél. : +56 32 2100 621
Télécopieur : +56 32 2100 399

Solomon Islands
Îles Salomon

Mr John Tahinao
Director Culture
Ministry of Culture & Tourism
P.O. Box G26, Honiara
Tél. : (677) 24895
Portable : (677) 748 2497
Courriel: kalsa.solomons@gmail.com

Tuvalu
Tuvalu

Ms Alamai Sioni
Culture Officer
Ministry of Home Affairs
Government of Tuvalu
Vaiaku
Funafuti
Tél. : (688) 20175
Télécopieur : (688) 20814
Courriel: Alamai.sioni@gmail.com or
asioni@gov.tv

Tokelau
Tokelau

Mr Afega Gualofa
Senior Policy Advisor
Taupulega, Fakaofu
Tél. : (690) 3261
Courriel: afega.gualofa@gmail.com

Vanuatu
Vanuatu

Mr Abong Marcellin
Director
Vanuatu Cultural Centre
Ministry of Internal Affairs & Culture
BP184
Port Vila
Tél. : (678) 7758012
Télécopieur : (678) 26590
Courriel: abong.marcelin@vanuatumculture.org

Mr George Borugu
Director
Ministry of Trade, Tourism and Industry
Department of Tourism
Private Mail Bag 9099.
Port Vila
Tél. : (678) 26020
Fax: (678) 24422
Courriel: gborugu@vanuatu.gov.vu

**Pacific Islands Museum Association
(PIMA)**
Association des musées des îles du Pacifique

Australia
Australie

**Melanesian Spearhead
Group (MSG) Secretariat**
*Secrétariat du Groupe mélanésien fer de
lance*

CYP – Pacific Centre
*Programme du Commonwealth pour la
jeunesse – Centre du Pacifique*

Mrs Tarisi Vunidilo
Secretary-General,
Pacific Islands Museums Association
Regional Organisation
Box 184, Port Vila,
Tél. : (678) 22129
Télécopieur : (678) 22690
Courriel: tarisi.vunidolo@gmail.com

Ms Lee-Ann Tjunypa Buckskin
Chair, Aboriginal & Torres Strait Islander Arts
Board of Australia Council
12 Ventura Ave, Taperoo, SA 5017
Portable : 0421 482344
Courriel: lee-ann.buckskin@bigpond.com

Dr Rosita Henry
Researcher
Head of Department Anthropology & Sociology
James Cook University
School of Arts & Social Sciences
JCU, Townsville 4811
Tél. : +61 0409617629
Courriel: Rosita.Henry@jcu.edu.au

Mr Peni Sikivou
Director, Economic & Social Development Division
MSG Secretariat
Private Mail Bag 9105
Independence Gardens,
PORT VILA – Vanuatu
Tél. : (678) 27791
Télécopieur : (678) 27691
Courriel: p.sikivou@msgsec.org

Ms Laisiana Tugaga
Economic Affairs Officer
MSG Secretariat
Private Mail Bag 9105
Independence Gardens,
PORT VILA – Vanuatu
Tél. : (678) 27791
Télécopieur : (678) 27691
Courriel: l.tugaga@msgsec.org

Mr Paul Peteru
Programme Manager
Commonwealth Youth Programme (CYP) Pacific
Centre
P.O. Box 1681, Honiara, Solomon Islands
Tél. : (677) 38374
Télécopieur : (677) 38377
Courriel: paul.peteru@cypsp.org.sb

UNESCO
UNESCO

Dr Akatsuki Takahashi
Programme Specialist for Culture
UNESCO Office for the Pacific States
P.O. Box 615, Matautu-Uta,
Apia
Tél. : +685 24276
Télécopieur : +685 26593
Courriel: a.takahashi@unesco.org

ANU
Université nationale australienne

Ms Katerina Teaiwa
Pacific Studies co-Convener,
College of Asia & the Pacific
Australian National University
Canberra, ACT 0200
Tél. : +61 2 61250857
Courriel: katerina.teaiwa@anu.edu.au

France
France

Mme Géraldine Le Roux
Chercheuse
LAS/CNRS
12 rue Bezout
75019 Paris
Tél. : 06 22 39 71 08
Courriel: geraldinelz.leroux@wanadoo.fr

Diplomats
Diplomates

H.E. Brian Yaubon-Copio
High Commissioner
Papua New Guinea High Commission
P.O Box 1109, Honiara
Tél. : (677) 20561
Télécopieur : (677) 20562
Courriel: byomboncopio@pnghicom.com.sb

Hon. Lin, CHIANG-I
Deputy Minister of Council of Indigenous Peoples
Ministry of Council of Indigenous People
The Republic of China (Taiwan)
1 Fl. Panatina Plaza, Honiara, Solomon Islands
Tél. : (677) 38050
Courriel: Taiwanembassy02@gmail.com

Mr CHUNG, HSING-HUA
Director of Taiwan Indigenous Culture
Ministry of Council of Indigenous Peoples
The Republic of China (Taiwan)
1 Fl. Panatina Plaza, Honiara, Solomon Islands
Tél. : (677) 38050
Courriel: Taiwanembassy02@gmail.com

Ms LIAO MIN
Translator
Ministry of Council of Indigenous Peoples
The Republic of China (Taiwan)
1 Fl. Panatina Plaza, Honiara, Solomon Islands
Tél. : (677) 38050
Courriel: Taiwanembassy02@gmail.com

Mr Thomas Tsai
First Secretary of ROC Embassy in Solomon
Islands
Ministry of Council of Indigenous Peoples
The Republic of China (Taiwan)
1 Fl. Panatina Plaza, Honiara, Solomon Islands
Tél. : (677) 38050
Courriel: Taiwanembassy02@gmail.com

SECRETARIAT OF THE PACIFIC COMMUNITY
SECRÉTARIAT GENERAL DE LA COMMUNAUTE DU PACIFIQUE

P.O. Box D 5, 98848 Noumea Cedex, New Caledonia, Tel. (687) 26 20 00, fax (687) 26 38 18
Courriel: spc@spc.int

Human Development Programme/*Département développement humain*

- **Ms Linda Petersen**, Manager/*Directrice du Département*
Courriel: LindaP@spc.int
Tél. : (687) 26 01 19
- **Ms Elise Huffer**, Human Development Adviser (Culture)/*Conseillère Développement humain (culture)*
Courriel: EliseH@spc.int
Tél. : (679) 3379387
- **Ms Luisa Mavoia**, Programme Assistant/*Adjointe administrative*
Courriel: luisam@spc.int
Tél. : (679) 3379 351
- **Mr Rajan Sami**
Courriel: rajans@spc.int

Interpretation Section/*Section interprétation*

- **Roy Benyon**, Interpreter/ *Interprète*
Courriel: royb@spc.int
- **Sophie Lockner**, Interpreter/ *Interprète*
Courriel: sophiel@spc.int
- **Patrick Delhaye**, Interpreter/ *Interprète*
Courriel: patrickd@spc.int

IT section/ *Section technologies de l'information et de la communication*

- **Endar Singh**, Conference and IT Technician/ *Technicien en informatique*
- Courriel: endars@spc.int